L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEISSE & Co. rue de Chartres No 79, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 21 JANVIER 1862.

G. P. WEISSE, F. LINET. E. DUFOUR, G. HARDY. Editeurs-Propriétaires.

Nouvelle-Orléans, MARDI MATIN, 21 JANVIER

Vente à l'encan de ce jour.

Par C. F. Pontalba, rue Chalmette, entre Ursuline et Macha.—Meubles.

Par F. J. Lemée, en magasin de Mme B. Benson, No 170, rue du Canal.—Chapeaux de dames et d'enfants.

Par H. Bamory, 45 et 47, Vieille Levée.—Immeubles, broderies, dentelles, marchandises.

Par E. Boese, à 10 heures et demie, dans la rue Grivier No 68.—Voitures, etc. (Voir affiches spéciales.)

Par J. Hoepfly—A 11 h. à l'entrepôt Bontil, relaisé.

Deux discours.

La rentrée de Slidell et Mason à l'Angleterre a donné lieu à un débat dans les deux chambres du Congrès. Parmi les discours qui ont été prononcés à cette occasion, deux seulement méritent de fixer l'attention. L'un est celui de M. Sumner, sénateur du Massachusetts, qui a adressé à ses collègues dans le but de justifier la conduite de l'administration; l'autre est celui que M. Vallandigham, de l'Ohio, a prononcé devant les représentants pour stigmatiser le gouvernement dont M. Sumner faisait l'éloge dans l'autre chambre.

Dans le travail de rhétorique de M. Sumner nous ne trouvons guère qu'une paraphrase de la longue dissertation de M. Seward. Seulement, le sénateur est plus catégorique que le secrétaire d'Etat. Il reprête tout le blâme de l'affaire sur le capitaine Wilkes, tout en l'excusant à cause de ses intentions patriotiques.

Son argumentation à l'égard du capitaine du *San Jacinto* peut se résumer à ceci: "Si son commandant lui avait donné l'ordre de saisir Mason et Slidell, il aurait commis une piraterie; mais, en prenant sur lui de le faire, il a bien mérité de son pays, et il a droit à la reconnaissance de la nation."

Nous ne comprenons pas comment on peut accepter une pareille théorie. Si un officier a le droit de violer le droit des gens, il a le droit de violer tous les traités. Il n'y a pas de milieu. Ou le droit des gens existe, et alors il faut le respecter, ou il n'existe pas, et alors il faut le déchirer. Mais on ne peut pas dire: "Le droit des gens existe, mais je me réserve le droit de le violer quand je le jugerai à propos."

Si le droit des gens n'existe pas, il est inutile de discuter sur la question de savoir si le capitaine Wilkes a bien ou mal fait de violer le droit des gens. Il a fait ce qu'il a voulu, et il n'y a pas à en parler davantage.

Mais si le droit des gens existe, il faut le respecter, et alors il faut reconnaître que le capitaine Wilkes a commis un acte de piraterie, et que le gouvernement fédéral a bien fait de le désavouer.

Le discours de M. Vallandigham est plus logique. Il ne discute pas la question de droit. Il la tranche par un fait. Il dit: "Le droit des gens existe, et nous l'avons toujours défendu. Nous avons toujours soutenu que le pavillon couvre la marchandise, et nous ne pouvons pas nous déjuger aujourd'hui."

Il est clair que le discours de M. Vallandigham est plus conséquent que celui de M. Sumner. Mais il est plus dangereux. Il est plus facile de faire accepter une mauvaise cause par un bon argument que par un mauvais. Le discours de M. Vallandigham est un bon argument, mais il est mauvais parce qu'il est fondé sur une mauvaise cause.

Nous ne pouvons pas nous empêcher de penser que le discours de M. Vallandigham a été prononcé dans le but de faire oublier le discours de M. Sumner, et de faire croire que le gouvernement fédéral n'a pas désavoué la conduite du capitaine Wilkes